

# Rapport général 2000

## Rapport IGAENR

**[Avant propos et sommaire]**

## Avant propos

L'Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche (IGAENR) fait partie des institutions auxquelles la loi fait obligation d'établir un rapport public annuel. Cette obligation n'est pas vécue comme une contrainte. En effet, si l'article L. 241-1 du code de l'éducation prévoit la publication d'un rapport annuel, l'Inspection générale de l'administration avait pris, dès 1986, l'initiative d'un tel document. Par ailleurs, le rapport général n'est nullement un rapport d'activités qui retrace, plus ou moins complètement, les rapports particuliers des douze mois précédents. Il se veut une réflexion ordonnée sur des points majeurs du fonctionnement du système de formation et de recherche que l'IGAENR a eu à connaître dans le cadre de son programme de travail ou à l'occasion d'investigations imposées par l'actualité. L'objectif est de retenir dans le rapport général, ce qui fait sens et qui œuvre au service du meilleur accueil des élèves et des étudiants et au meilleur fonctionnement des laboratoires de recherche. Dans ces conditions, le rapport annuel n'est pas une tâche astreignante mais une tonifiante obligation.

Ce quinzième rapport général de l'IGAENR est, de ce point de vue, dans la droite ligne de ceux qui l'ont précédé.

En revanche, une novation importante doit être relevée : l'IGAEN est devenue l'IGAENR. Un nouveau statut régit depuis le 13 octobre 1999 l'inspection générale qui a vu son champ de compétence officiellement étendu à l'administration de la Recherche. Le rapport général 2000 ne pouvait pas ne pas en tenir compte. Ainsi contient-il d'amples développements sur l'administration de la Recherche puisque toute sa quatrième partie lui est consacrée.

Les grands sujets que l'IGAENR a choisi de retenir cette année portent sur :

1. La vie des élèves et des étudiants. Comment est prise en charge la santé des jeunes par l'éducation nationale ? Quelle est la situation matérielle et sociale des étudiants ? Dans quelles conditions sont organisées les sorties scolaires des élèves, du point de vue de la sécurité et de l'intérêt pédagogique ?
2. La gestion des personnels à l'éducation nationale. Comment est assurée la fonction "ressources humaines" ? Quelle est la part qualitative de cette gestion ? Comment est assuré le remplacement des enseignants du second degré ? Comment sont recrutés les jeunes enseignants des universités ? Est-il possible de déconcentrer la gestion des personnels de l'enseignement supérieur sur les universités ? A quelles conditions ?
3. Le pilotage d'une administration déconcentrée et d'établissements autonomes. Quel est le rôle de l'administration centrale dans un contexte marqué par l'autonomie des universités et la responsabilisation accrue de l'administration de terrain ? Comment se prépare une rentrée scolaire ? Comment sont conduites les nombreuses actions de contractualisation qui se développent entre les différents niveaux de responsabilités ?
4. La recherche à l'épreuve de la déconcentration et de la décentralisation. Y-a-t-il une politique régionale de la recherche et de la technologie ? Quels sont les acteurs locaux en région ? Ont-ils la même marge de manœuvre dans le domaine de la recherche que dans celui de la technologie ? Comment deux établissements publics de recherche vivent-ils leur autonomie et exercent-ils les missions correspondant à leur spécialité dans un contexte concurrentiel de plus en plus marqué ? Quel est le rôle de leur tutelle ? Quel contrôle de gestion ont-ils mis en place ?

A l'ensemble de ces questions, le rapport général 2000 propose des réponses étayées sur des observations conduites dans les établissements et services dont la liste précise figure en annexe 1 du rapport. Il ne s'agit donc pas de constructions théoriques mais d'analyses issues d'observations remontées du terrain.

Puissent ces réponses être utiles aux observateurs, acteurs et décideurs de l'appareil de formation et de recherche de notre pays.

Jacky RICHARD

Chef du service de l'Inspection générale  
de l'administration de l'Education nationale et de la Recherche

**La vie de élèves et des étudiants**

**Chapitre 1 - La santé des élèves : un dispositif aux ambitions croissantes mais aux objectifs juxtaposés**

1. La santé des jeunes est plutôt bonne et est prise en charge par l'éducation nationale
2. Une critique majeure : l'action conduite ne s'inscrit pas dans une démarche globale

**Chapitre 2 - La gestion et la situation sociale des étudiants**

1. Les universités poursuivent un double effort d'amélioration des services offerts aux étudiants et de liaison avec les CROUS
2. Les CROUS ont à assumer une adaptation difficile
3. La situation sociale des étudiants

**Chapitre 3 - Sécurité et pédagogie : une conciliation nécessaire mais délicate**

1. L'objectif visé n'a pas été atteint d'emblée
2. La sécurité a été globalement mieux assurée en dépit de difficultés d'interprétation
3. L'impact des nouvelles dispositions sur l'évolution des sorties scolaires

**La gestion des personnels, entre ambition, évolutions et réalités**

**Chapitre 1 - La gestion des ressources humaines : du mythe au quotidien**

1. De grandes ambitions et de fortes contraintes
2. Les directions académiques des ressources humaines : une décision prometteuse, une incarnation incertaine

**Chapitre 2 - Une gestion des personnels du second degré renouvelée**

1. Un dispositif de formation des personnels enseignants en quête d'unité et de cohérence
2. Le nouveau dispositif de remplacement des enseignants : un fonctionnement perfectible

**Chapitre 3 - Le recrutement des enseignants-chercheurs revivifié**

1. Bilan de fonctionnement des centres d'initiation à l'enseignement supérieur
2. Propositions visant à conforter la situation des centres d'initiation à l'enseignement supérieur

**Chapitre 4 - Les conditions de la réussite de la déconcentration de la gestion des personnels dans l'enseignement supérieur**

1. Les acquis de la déconcentration et le cadre juridique en vigueur
2. Les choix stratégiques effectués en matière de déconcentration
3. Les conditions de réussite de la déconcentration

**Piloter une administration déconcentrée et des établissements autonomes**

**Chapitre 1 - Un exercice annuel dans un contexte changeant : préparer la rentrée**

**Chapitre 2 - Un nouveau pilotage par les projets et la contractualisation**

**Chapitre 3 - L'enseignement supérieur : un besoin accru de pilotage face à des perspectives d'évolution hétérogènes**

1. L'ampleur et la rapidité des variations comme leur inégale anticipation justifient la recherche d'une meilleure maîtrise
2. Les questions liées au patrimoine immobilier

**Piloter une administration déconcentrée et des établissements autonomes**

## **Chapitre 1 - La recherche en région**

1. On ne peut parler d'une politique régionale au sens plein
2. Il y a en région une vie de la recherche et de la technologie animée par de nombreux acteurs
3. La vie scientifique qui s'affirme au niveau régional est principalement tournée vers la recherche appliquée et la technologie

## **Chapitre 2 - Deux grands établissements publics à l'épreuve des exigences de gestion et du principe de spécialité : le Muséum et l'INRP**

1. L'identité des deux établissements
2. Une tutelle peu présente, une organisation managériale très perfectible
3. Une gestion fort éloignée de l'optimum
4. La nécessaire remise en ordre

## **ANNEXES**

1. Liste des établissements et services visités
2. Missions et organisation de l'IGAENR
3. Tables des sigles